

**Discours**

**de**

**Son Excellence**

**Monsieur Jean EYEGHE NDONG**

**Premier Ministre, Chef du gouvernement**

**représentant**

**Son Excellence**

**El Hadj Omar BONGO ONDIMBA**

**Président de la République,**

**Chef de l'Etat,**

**à l'occasion**

**de la**

**Conférence internationale de suivi sur le**

**financement du développement, chargée**

**d'examiner la mise en œuvre du Consensus de**

**Monterrey**

**Doha, 29 novembre - 2 décembre 2008**

- **Son Excellence l'Emir de l'Etat du Qatar,**
- **Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Mesdames et Messieurs**

**J'ai l'honneur de vous livrer le message de Son Excellence El Hadj Omar BONGO ONDIMBA, Président de la République gabonaise, Chef de l'Etat, à la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey.**

**Je cite :**

- **Son Excellence l'Emir de l'Etat du Qatar,**
- **Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

**Au moment où s'ouvrent les assises de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, je voudrais vous dire combien j'ai souhaité être des vôtres et prendre part personnellement à nos travaux. Des raisons majeures de politique intérieure ne me l'ont malheureusement pas permis.**

**J'ai alors chargé, Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la République gabonaise, de me représenter.**

**Excellences, Mesdames, Messieurs,**

**Il m'est agréable, de prime abord, de féliciter et de remercier l'Emir du Qatar ainsi que Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour avoir bien voulu accueillir cette importante réunion sur la question cruciale du financement du développement.**

**Monsieur le Président,**

**La présente conférence se doit de procéder à une évaluation rigoureuse des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Consensus de Monterrey.**

**C'est l'occasion d'en rappeler le contenu pour mieux apprécier les objectifs visés. Le Consensus de Monterrey consacre le partage des responsabilités en matière de mobilisation des ressources nationales et extérieures aux fins du développement. Il reconnaît au commerce international un rôle de véritable moteur du développement.**

**Il attribue à l'aide publique au développement, autre source de financement extérieur, une place capitale dans les politiques visant à accroître les capacités de développement. Il établit un lien de causalité entre la viabilité de la dette et la croissance. Il revendique une refondation du système financier mondial.**

**Certes, quelques avancées timides ont été obtenues sur certains de ces points, force est de reconnaître que, pris dans leur globalité, les résultats acquis jusqu'ici ne sont guère satisfaisants.**

Ainsi il y a lieu de s'étonner du peu de résultats tangibles obtenus quant à la mobilisation des ressources extérieures. Si les transferts nets vers les pays en développement n'ont cessé de progresser, il nous faut cependant relever que seuls les pays les moins avancés (PMA) en sont les réels bénéficiaires. Quid dès lors des pays à revenu intermédiaire (PRI) dont, d'ailleurs, le Gabon avait déjà évoqué l'éventuelle exclusion en mars 2002 ?

S'agissant de l'objectif visant le renforcement du commerce international, le Gabon ne peut que déplorer la suspension du Cycle de Doha qui, lancé en 2001 par l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), était supposé ouvrir l'ère du développement d'un commerce équitable.

L'appréciation générale des résultats enregistrés dans le domaine de l'aide publique au développement (APD) ne suscite guère d'optimisme non plus. Depuis 2006, le volume de l'APD ne cesse de baisser. Si bien qu'aujourd'hui, non seulement les projections pour les années à venir demeurent bien en deçà du volume d'aide nécessaire à la réalisation des OMD, mais il est regrettable en plus de constater qu'à ce jour un seul pays, la Norvège, a dépassé le seuil de 0,7 pour cent du PNB consacré par le Consensus de Monterrey.

Au-delà de ce constat bien peu flatteur, il faut cependant admettre que quelques évolutions significatives ont tout de même été enregistrées, qui méritent d'être saluées. Il en est ainsi des approches innovantes qui ont émergé en matière de financement du développement. Il faut certainement s'en réjouir. Mais il reste persuadé que les efforts ainsi consentis gagneraient à être étendus à d'autres secteurs non moins cruciaux, notamment aux questions d'environnement auxquels mon pays porte une attention toute particulière afin, par exemple, entre autres choses, de mettre sur pied un Fonds carbone. 8

**Cette contribution dépasse le cercle étroit de nos Sommets qui recueillent chaque fois les aspirations des Peuples de l'Espace francophone.**

**Monsieur le Président,**

**Quel qu'en soit le bilan, le Consensus de Monterrey doit être consolidé. C'est d'ailleurs dans cette perspective que s'inscrit mon pays, qui est résolument déterminé à respecter les engagements contractés dans ce cadre.**

En effet, année après année, le Gabon s'attelle inexorablement à assainir son économie. En vue d'une meilleure mobilisation des ressources financières nationales, le Gouvernement ne cesse de consolider le cadre macro-économique, permettant ainsi la réalisation d'un bon taux de croissance du PIB. Le Gouvernement poursuit sans relâche ses efforts d'assainissement des finances publiques. Et pour assurer au mieux l'exploitation de ses ressources naturelles, il mène opiniâtrement une politique économique favorable aux IDE.

**Pour ce qui est de la viabilité de la dette, le Gabon a entrepris, en accord avec les créanciers du Club de Paris, de racheter par anticipation sa dette publique extérieure. Cette opération qui aura pour avantage majeur de réduire le service de la dette et d'en améliorer le profil a permis au Gabon d'accéder au marché international des capitaux et d'aider à développer le marché financier régional.**

**Monsieur le Président,**

**Mon pays reste profondément attaché au Consensus de Monterrey et tient à se rendre disponible pour aider à sa mise en œuvre, en tenant bien sûr compte des défis liés à la réalisation des OMD, à la crise alimentaire et à la crise financière mondiales qui risquent d'hypothéquer sa matérialisation. C'est l'occasion pour nous de nous attaquer avec courage et vigueur aux dysfonctionnements qui minent l'architecture financière internationale pour que celle-ci accorde une plus grande place aux préoccupations de développement.**

**J'en appelle aux pays partenaires pour que leur engagement réel à nous rejoindre dans ce partenariat d'un ton nouveau corresponde au nôtre, à nos efforts, à notre volonté de renforcer le partenariat mondial pour le développement.**

**Puisse le Consensus de Monterrey être dans cet élan partagé, la voie appropriée pour l'émergence d'un monde plein de vie, de prospérité et de dynamisme.**

**Tel est le vœu majeur que je forme avec  
l'espoir que Doha en marque une étape  
majeure, significative et déterminante.**

**Je vous remercie de votre attention.**